

**Décision n° 2024-0124**  
**de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 11 janvier 2024**  
**attribuant une autorisation d’utilisation de fréquences radioélectriques**  
**à la société RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE**  
**pour un réseau indépendant du service fixe**  
**sur le territoire national**

La présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2013-1452 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 3 décembre 2013 attribuant une autorisation d’utilisation de fréquences radioélectriques à la société RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE pour un réseau indépendant du service fixe sur le territoire national ;

Vu la décision n° 2021-2185 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 7 décembre 2021 fixant les conditions d’utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point-à-point coordonnées du service fixe ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1 et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée de l'Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande par voie électronique de la société TALCO LANGUEDOC, agissant au nom et pour le compte de la société RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE, reçue le 1er décembre 2023 et complétée en date du 10 janvier 2024 ;

**Décide :**

**Article 1.** La société RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE est autorisée à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans les annexes 1 à 12 à la présente décision.

**Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée pour une durée précisée dans les annexes à compter de la date de la présente décision.

**Article 3.** Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujéti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

**Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

**Article 5.** Les autorisations des liaisons suivantes, attribuées par les décisions susvisées, sont supprimées à compter de la date de la présente décision :

- Liaison RI003995 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI003996 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI003999 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004000 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004053 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004054 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004066 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004109 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004112 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004113 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004118 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013
- Liaison RI004120 attribuée par la décision n° 2013-1452 en date du 3 décembre 2013

**Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec ses annexes, à la société RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE.

Fait à Paris, le 11 janvier 2024,

Pour la Présidente et par délégation

Jean-Luc STEVANIN  
Chef de l’unité gestion des fréquences